



Région Centre

---

**CONSEIL REGIONAL**  
**GROUPE COMMUNISTE**

---

6, rue Jeanne d'Arc  
45000 ORLEANS

---

---

**COMMUNIQUE**  
**DE PRESSE**

---

## **Télévision publique : Attention danger au pluralisme et à la démocratie**

En janvier dernier, le Président Sarkozy a annoncé la suppression de la publicité sur les chaînes de France Télévisions sans aucune concertation pour mieux reporter ces recettes sur les chaînes privées. Depuis, Nicolas Sarkozy a confirmé ce choix à plusieurs reprises notamment lors d'une intervention le 30 juin sur le plateau du 19/20 de France 3.

Bouygues, Bolloré, Lagardère et tous les autres amis du Président peuvent se réjouir, ils bénéficient d'une belle solidarité de classes ! Ce fait du prince qui remet en cause le financement de la télévision publique et qui ouvre la voie à une possible réduction de personnels est dangereux pour la démocratie et pour le pluralisme des médias.

Cette menace se révèle d'autant plus préoccupante lorsque le président annonce la nomination en Conseil des ministres du Président du groupe France Télévisions remettant en cause plus de 25 années d'indépendance de l'information télévisuelle.

Cette annonce présidentielle confirme les inquiétudes déjà exprimées par la Région Centre à travers le vœu présenté par le groupe communiste et adopté par l'ensemble des groupes de la majorité de gauche, lors de la séance plénière du 23 décembre 2007. Ce vœu demandait au ministre de la culture et de la communication d'accorder les moyens financiers, matériels et humains à France 3 en région.

Aujourd'hui, cet arbitrage précipite France Télévisions dans une crise financière et sociale majeure. Certes, l'idée de la suppression de la publicité pourrait être convaincante si un financement intégralement public était garanti. Mais ce n'est pas la volonté du gouvernement, d'autant plus lorsque l'on voit l'immense plan de casse des services publics organisé par la mise en place de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques).

Les élu-e-s régionaux communistes demandent au Président de la République et à son gouvernement de revenir sur ces choix et de garantir le maintien d'un service public télévisuel puissant tel que France Télévisions. Ils demandent de maintenir les recettes publicitaires qui permettent le financement de la télévision publique. Ils proposent une augmentation raisonnable et progressive, entre autre par l'élargissement de l'assiette, de la redevance télévisuelle. Enfin, les élu-e-s régionaux communistes soutiennent les personnels du groupe France Télévisions actuellement en lutte pour défendre l'avenir du service public télévisuel.